

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-14: JEUDI 4 MAI 2006

Les participants ont engagé des débats thématiques tout le long de la journée. Le matin, ils se sont concentrés sur l'accélération du développement industriel pour l'éradication de la pauvreté et, dans une réunion parallèle, sur la pollution de l'air ambiant et les problèmes atmosphériques. L'après-midi, certains délégués ont examiné les changements climatiques et le développement durable, alors que d'autres se sont penchés sur le développement industriel et la gestion durable des ressources naturelles.

DEBATS THEMATIQUES

Accélération du développement industriel pour l'éradication de la pauvreté: Le Vice-président, Azanaw Abreha (Ethiopie), a présidé cette réunion. David O'Connor, de la DAES au Nation Unies, a fourni une vue d'ensemble, soulignant, entre autres, le commerce international et les conditions favorables à l'attraction des investissements intérieurs et étranger directs. Ogunlade Davidson, de l'Université de Sierra Leone, a déclaré que la plupart des tentatives effectuées pour accélérer le développement industriel ne sont pas appropriées dans les pays dont le PIB par habitant est au dessous de \$5,000. Ahmed Hamza, de l'Institut Supérieur de La Santé Publique, en Egypte, a déclaré qu'attirer l'investissement du secteur privé pour la production industrielle est la seule manière d'inverser l'évolution de la pauvreté en Afrique. Evans Kituyi, de l'Université de Nairobi, au Kenya, a parlé des barrières entravant l'attraction de l'investissement, notamment, la discorde civile et politique. Edward Clarence-Smith, de l'ONU, a décrit le rôle des petites et moyennes entreprises (PME) tels que la fondation pour tous les développement industriel, et a souligné l'impact des barrières exogènes, telles que l'absence d'infrastructure.

Débat: Le Vice-président a invité les participants à entamer un débat sur les obstacles dressés devant le développement industriel dans les pays en développement. L'AFGHANISTAN a parlé des difficultés particulières posées aux sociétés post-conflit.

Modes durables de consommation et de production (MDCP): La COMMUNAUTE EUROPEENNE a appelé à l'intégration de la sensibilisation aux MDCP dans la formation commerciale et industrielle. Le ROYAUME-UNI a souligné son rôle dans le Processus de Marrakech et les opportunités offertes aux pays en développement pour bonifier directement sur les technologies durables. L'INDONESIE a parlé des perceptions selon lesquelles les mesures environnementales alourdissent les coûts de la production.

Emploi et parité homme-femme: Le porte-parole des ENFANTS ET DES JEUNES a fait l'éloge de l'initiative de mécanisation du village multifonctionnel des PNUE/ONU, qui a relever le revenu des Femmes, et donner aux fillettes le temps d'aller à l'école. La COMMUNAUTE EUROPEENNE a appelé la CDD à transmettre un message clair à l'ECOSOC en faveur de l'emploi plein et productif. L'AUSTRALIE a décrit les avantages en terme de création d'emplois, résultant de la réforme de la réglementation du commerce au Viêt-nam, et les SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ont cité le programme de l'Organisation Internationale du Travail concernant le travail décent. Les FEMMES ont parlé de leur rôle dans l'entrepreneuriat.

Commerce international: MAURICE a signalé que certaines PME sont en train d'arrêter leur production pour importer les produits qu'elles fabriquaient jusque là. SINGAPORE a plaidé

pour la coopération entre les PEID. L'AFRIQUE DU SUD a appelé à une concentration sur l'aide destinée au commerce et à la diversification, sur l'investissement à impact élevé et sur le commerce équitable. La COMMUNAUTE EUROPEENNE a plaidé pour un statut égal aux accords commerciaux et environnementaux. Le CANADA a souligné le rôle du secteur privé dans la conduite de la croissance industrielle.

Approches Intégrées dans le traitement de la pollution de l'air ambiant et des problèmes atmosphériques: Cette séance a été présidée par le Vice-président Javad Amin-Mansour (Iran).

Walter Shearer, de la DAES des Nations Unies, a déclaré que les cadres politiques et réglementaires du contrôle de pollution atmosphérique sont faibles dans bon nombre de pays. Soulignant que les préoccupations de santé sont un moteur important du changement, Carlos Corvalan, de l'Organisation Mondiale de la Santé, a plaidé pour des approches intersectorielles face aux pratiques énergétiques préjudiciables. Kirk Smith, de l'Université de Californie, Berkeley, a déclaré que les populations rurales sont également lourdement touchées par la pollution atmosphérique, mettant en relief le caractère économique des stratégies de contrôle plus intégrées. Evoquant l'expansion du transport de masse, Gianni Lopez, de l'Institut Molina, au Chili, a parlé de l'absence de réseaux de surveillance et de normes d'émission en Amérique Latine. Michael Walsh, du Conseil Exécutif de l'Initiative Clean Air, a déclaré que plusieurs pays en développement ne disposent pas de contrôles de la pollution atmosphérique. Il a proposé de se concentrer sur l'application des normes d'émission dans les pays en voie d'industrialisation. Au sujet de la mauvaise qualité de l'air ambiant, Ivan Toms, Directeur de City Health, en Afrique du Sud, a souligné la nécessité d'une législation favorable et de liens multisectoriels, et a fait état du problème de la concurrence entre les priorités.

Débat: Le PAKISTAN a déclaré que la croissance rapide de demande en énergie et du secteur du transport sont les principales causes de la pollution de l'air ambiant. Donnant un aperçu sur les initiatives entreprises dans le domaine de transports, y compris les mesures de contrôles des bouchons, l'EQUATEUR a parlé des problèmes rencontrés dans la mobilisation du soutien public. L'AFRIQUE DU SUD et l'INDE ont souligné la difficulté, dans les pays en développement, de s'attaquer à la pollution atmosphériques et aux rejets de GES sans affecter la croissance économique. La REPUBLIQUE DE COREE a mis l'accent sur la réduction du sulfate de dioxyde tout en protégeant la croissance économique. L'ALLEMAGNE a parlé du commerce illicite des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

Le délégué des PAYS-BAS a parlé des contraintes associées à la formulation de normes et de politiques exactes. La COMMISSION EUROPEENNE a déclaré que la transition vers une nouvelle infrastructure est coûteuse et prend du temps, et a souligné les effets sociaux de la pollution atmosphérique. Le VENEZUELA, avec les ENFANTS ET LES JEUNES, a parlé des préoccupations sanitaires, et les SYNDICATS DES TRAVAILLEURS ont montré du doigt l'insuffisance de la recherche scientifique dans les aspects sanitaires. La JAMAÏQUE a parlé du manque de prise de conscience du public et de données disponibles, tandis que l'AZERBAÏDJAN a parlé de l'inadéquation des capacités technologiques, des réseaux de surveillance et de la collecte des données.

Pour la lutte contre la pollution atmosphérique, La CHINE a souligné la nécessité d'une législation et d'une économie de marché. La FEDERATION DE RUSSIE a parlé de son passage à l'étape de la suppression progressive des carburants au plomb. La SUEDE a encouragé l'intensification de la

coopération régionale et mondiale. Les ETATS-UNIS ont parlé des partenariats pour le développement des carburants propres. Les FEMMES ont plaidé pour des combustibles propres et pour l'amélioration des fours de cuisine. L'ITALIE a évoqué la question de la réglementation des PME. Soulignant l'importance de l'accessibilité des données, l'Australie a mis l'accent sur la participation du public. L'ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE a présenté le rapport du récent Groupe sur la Gestion Environnemental, concernant les activités coopératives des Nations Unies dans le domaine de la pollution de l'air ambiant et de l'atmosphère.

Interconnexions entre les changements climatiques et le développement durable: Le Vice-président Yvo de Boer (Pays-Bas) a présidé cette réunion. Kui-Nang Mak, de la DAES des Nations Unies, a déclaré que les changements climatiques peuvent déstabiliser les efforts de développement. Jonathan Pershing, du World Resources Institute, a décrit l'importance de l'intégration des changements climatiques dans la planification économique, industrielle, agricole et des ressources naturelles, nationale. Rajendra K. Pachauri, du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution climatique (GIEC), a recommandé une évaluation des risques posés à l'ensemble de la planète, et a souligné les projections des effets sur les pauvres. Gordon Conway, du Département du Développement International, ROYAUME-UNI, a suggéré la résistance comme approche d'adaptation, mettant en exergue l'importance de la diversification. Halldor Thorgeirsson, de l'UNFCCC, a déclaré que le débat climatique est passé aux solutions. Steve Sawyer, de Greenpeace, a indiqué que l'élaboration de modèles doit à la fois tenir compte des effets sur le climat et être à l'épreuve des changements climatiques.

Débat: Le représentant du Système d'Intégration d'Amérique Centrale a déclaré que les pays en développement pourraient accepter des engagements volontaires dans le cadre de la coopération internationale et du principe des responsabilités communes mais différenciées. Le GUATEMALA, a souligné la nécessité du soutien international, et, avec l'UE, a mis en relief l'impact des changements climatiques sur les perspectives de la réalisation des ODM. Le BRESIL a déclaré attendre avec impatience les discussions de l'UNFCCC qui se tiendront prochainement sur les engagements suivants devant être pris dans le cadre du Protocole de Kyoto. L'UE a appelé à examiner, pour les GES, une voie impliquant une réduction entre 15 et 30 pour cent, par rapport aux niveaux des années de référence, d'ici 2030. Au sujet des coûts de l'inaction, Pachauri et Sawyer ont souligné la nécessité d'élaborer des estimations spécifiques aux sites. La FEDERATION DE RUSSIE a réitéré sa proposition de faire en sorte que le Protocole devienne universelle. La CHINE a fixé un objectif quinquennal consistant à baisser l'intensité énergétique de 20 pour cent, et, avec la FEDERATION DE RUSSIE, a décrit les changements climatiques comme étant un problème de développement. Le délégué des BAHAMAS a remis en question le sens de la résistance sur des îles où l'impact climatique peut être total. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a déclaré que les dimensions humaines et sociales sont largement ignorées. La SUEDE a rapporté une réduction de quatre pour cent de ses rejets de GES, réalisée parallèlement à une croissance économique. L'Australie a cité l'initiative de partenariat, Charbon 21. L'ISLANDE a appelé à des l'accroissement des efforts pour la levée d'un soutien de la part du secteur privé. Ce point de vue a été remis en question par la représentante des FEMMES.

L'AOSIS a mis l'accent sur les effets dévastateurs des changements climatiques, et, appuyée par le PANAMA et la COLOMBIE, a suggéré la prise de mesures d'adaptation particulières. La FRANCE a parlé du financement de l'énergie, y compris des mesures visant à stimuler l'innovation. Le délégué des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a souligné que le Mécanisme de Développement Propre est un outil de marché qui nécessite des retombées rapides sur l'investissement, et qu'il n'encourage pas efficacement l'énergie renouvelable. L'INDONESIE a encouragé l'intégration des changements climatiques dans le développement durable.

Les ETATS-UNIS ont mis en relief les partenariats et les nouvelles technologies, et l'AFRIQUE DU SUD a appelé à un accès abordable aux technologies propres. Le GROUPE D'INTEGRATION CENTRE AMERICAIN a souligné que les restrictions du Protocole de Kyoto sur l'octroi des crédits pour l'évitement de la déforestation, sont une barrière créée à la réduction de la vulnérabilité aux événements climatiques extrêmes. Le ROYAUME-UNI a encouragé l'élaboration de mesures d'encouragement économiques. Le JAPON a souligné que le Protocole est un point de départ, mais le niveau des émissions des pays non visés à l'Annexe I ne tardera pas à dépasser celui des pays visés à l'Annexe I.

Développement industriel et gestion durable des ressources naturelles: Cette session a été présidée par le Vice-président Amin-Mansour.

Zuo Xuejin, de l'Académie des Sciences Sociales de Shanghai, en Chine, a décrit plusieurs initiatives de développement urbain menées à Shanghai, et notamment celle du passage des taxis au gaz naturel liquide. Signalant que bon nombre de pays en développement dépendent du charbon, Vallampadugai Arunachalam, du Centre des Etudes Scientifiques, Technologiques et Politiques de Bangalore, a mis l'accent sur la l'amélioration des technologies d'efficacité énergétiques disponibles. Ernst von Weizsäcker, de l'Université de Californie, Santa Barbara, a parlé de la nécessité de politiques gouvernementales fortes pour créer des incitations de marché pour les technologies durables.

Débat: Evoquant les barrières posées aux modes durables de consommation et de production, le délégué des PAYS-BAS, avec la SUEDE, a souligné la nécessité d'améliorer et d'impulser la responsabilité sociale des responsabilités du secteur de l'entreprise. L'Australie a parlé du défis à relever, consistant à améliorer la performance environnementales des PME. Le NIGERIA a souligné le manque de volonté politique, et a déclaré que la création d'un lien entre l'utilisation de la matière première et la protection environnementale est d'importance capitale. MAURICE a parlé des pressions compétitives qui poussent au recours aux sources d'énergies bon marché et polluantes. La REPUBLIQUE DOMINICAINE a fait observer que le manque de ressources financières empêche l'investissement dans les sources d'énergie renouvelables, rendant ainsi difficile la réalisation des ODM et la promotion du développement industriel. Le SALVADOR a mis en exergue le défi de l'accroissement de la part des énergies renouvelables dans l'assortiment de l'approvisionnement énergétique national. Faisant état de la limite des ressources naturelles de son pays et du besoin qui en découle, de se concentrer sur l'efficacité énergétique, la représentante du JAPON a décrit les expériences vécues dans le domaine du recyclage. La CHINE a évoqué le problème de la gestion durable des ressources, et a proposé de réduire les contrôles à l'export sur les technologies propres.

Au sujet de la promotion d'initiatives de l'industrie, l'AFRIQUE DU SUD et l'INDE ont mis l'accent sur la recherche régionale et sur la collaboration dans la conception. La JORDANIE a mis en relief la collaboration entre la compagnie multinationale et l'entreprise nationale. Le CANADA, avec les SYNDICATS DES TRAVAILLEURS, a parlé de la gouvernance et des stratégies de déengagement de l'entreprise dans les régions éloignées. Les AGRICULTEURS ont déclaré que les contributions industrielles dans l'agriculture doivent être viables. Les FEMMES ont souligné la nécessité de micro-crédits et de mesures d'encouragement législatives pour la participation des femmes. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a affirmé que privatisation des industries a été préjudiciable à la gestion durable des ressources.

La COMMUNAUTE EUROPEENNE a déclaré que l'adoption de modes durables de consommation et de production est une condition préalable du développement industriel, et a appelé les pays à jouer une part active dans le processus de Marrakech. Au sujet de l'encouragement des modes durables de consommation et de production, le porte-parole des ENFANTS et des JEUNES a mis l'accent sur les schémas de certification, et l'INDONESIE a souligné la valeur des messages de sensibilisation du public, avec la valeur du divertissement. Le MEXIQUE a mis en exergue les responsabilités sectorielles partagées, et l'ALLEMAGNE a mis l'accent sur l'intégration des externalités. La NORVEGE a souligné la nécessité d'examiner les seuils de saturation des écosystèmes. Les ETATS-UNIS ont souligné l'importance des marchés publics. Les ONG ont appelé à l'accroissement de la coopération internationale pour s'assurer de l'harmonisation des normes d'efficacité énergétique internationales. Le représentant des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a déclaré qu'une étude exhaustive des options pourrait aider à dépasser l'absence d'acceptation public.

DANS LES COULOIRS

Des représentants de Grands Groupes ont déploré la présence éparés des représentants gouvernementaux dans les séances du Dialogue Multipartites, exprimant le regret que les Vice-présidents n'aient pas fourni davantage d'efforts pour la stimuler le débat et la participation. L'une des questions prééminentes dans le Dialogue, était celle de l'option de l'énergie nucléaire. Quelques participants ont relevé, toutefois, qu'exception faite de l'événement multipartite, la discussion autour de la question nucléaire a été mise en sourdine. L'une des raisons évoquée est la commémoration du vingtième anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl. Les références officielles au nucléaire ont été lourdement codées dans un libellé qui invite les participants à examiner les avantages respectifs de toutes les sources d'énergie. Selon un observateur chevronné, la bataille autour de cette question, qui a marqué la CDD-9 et le SMDD et qui uni les pays qui y sont opposés et les ONG dans une attaque générale contre l'énergie nucléaire, est destinée à reprendre à la session politique de la CDD-15.